

UNION DEPARTEMENTALE DES RETRAITES FORCE OUVRIERE DU VAR

12 Place Armand Vallée

83000 TOULON

Tél. : 04.94.93.49.77. – Fax : 04.94.91.97.84.

Mail : udfo83@wanadoo.fr

***Lettre n°2 de l’UDR FO du Var***

*« Le libéralisme économique, c'est le darwinisme social, la loi de la jungle, la loi du plus fort. C'est la primauté de l'individuel sur le collectif. »*

*Marc Blondel, 1996*

*« Parce qu'il n'y aura jamais de régime où existe la justice intégrale et qui garantisse à tout jamais la liberté, il faudra toujours un syndicalisme libre, capable de combattre les excès et les injustices et d'être le contrepoids nécessaire au pouvoir dans l'entreprise et dans l'Etat. »*

*André Bergeron,1976*

**Editorial :**

On s’est habitué depuis des dizaines d’années au discours qui nous annonce la mort du **modèle social Français**, sans vraiment y croire tout à fait, en se disant, ils n’oseront pas !

Eh bien oui ! ils osent !

La mécanique de destruction de la protection sociale est « En Marche ».

Les 10% des plus riches sont en train de capter le maximum des ressources et les 90% dont vous faites partie, n’auront que des miettes.

Alors : Que faire ?

- Tomber dans le piège qu’ils nous tendent du « diviser pour mieux régner », avec ces salauds de pauvres, un jour des « sans dents », un autre « des gens qui ne sont rien », ces chômeurs fainéants, ces grévistes qui prennent la France en otage, ces fonctionnaires qui se la coulent douce, ces retraités nantis inactifs donc inutiles qui sont une charge pour la société et pour la start-up France.

Opposer, opposer il en restera toujours quelque chose !

Les jeunes et les vieux, les agriculteurs et les cheminots, les salariés et les chômeurs, les fonctionnaires et les salariés du privé,

Les Français d’origine et les immigrés, la liste est longue et l’incitation aux haines est également « En Marche ».

- L’autre alternative, c’est se battre ensemble contre le processus qui n’est pas inéluctable de destruction du modèle social Français. Qui rappelons-le est l’héritage du **Conseil National de la Résistance**, pour qui le mot Solidarité n’était pas un gros mot mais le ciment indispensable à la cohésion d’un pays.

Grignotage après grignotage, ce programme de « destruction massive », nous fait reculer de plusieurs décennies, voir de plus d’un siècle.

- Dans la Fonction Publique, le recrutement de contractuels aux conditions précaires, nous ramène avant 1983, année où le statut des fonctionnaires a été renforcé.

- La retraite à 65 ans, le MEDEF en rêve, le gouvernement y pense. Là le recul nous ramènerait en 1910, où cet âge de départ fut adopté.

- Quant à l’Uberisation (autoentrepreneurs, conducteurs de véhicule, livreurs de pizza…), c’est un retour à la fin du 19ème siècle, où l’ouvrier était payé à la tâche « les tacherons ».

Cette destruction de modèle social Français est un puissant mouvement « En Marche Arrière ». Les rétrogrades, ce n’est pas nous, ce sont eux !

On est loin d’une « mondialisation heureuse », qui serait une convergence des peuples, des cultures, des économies pour le bien de tous.

Nous sommes devant une « mondialisation malheureuse », qui supprime le contrôle des Etats sur les biens et services de première nécessité, qui baisse les protections sociales des populations actives pour les contraindre à des conditions de travail plus dures.

La baisse des dépenses de solidarités a pour but de forcer les bénéficiaires à payer eux-mêmes ces services à de grands groupes financiers (s’ils le peuvent !). Nous rentrons dans l’ère du chacun pour soi. Il est loin l’idéal du Conseil National de la Résistance.

Le gouvernement baisse les prélèvements obligatoires des plus fortunés (ISF), tandis qu’il augmente ceux des classes moyennes et populaires (CSG).

L’arsenal des mesures est large, on baisse les contrôles de l’Etat sur les activités des grands groupes financiers, on vend les entreprises publiques (Télécom, EDF, demain SNCF…), et on renforce les positions dominantes des grandes fortunes.

Cette politique de destruction des protections sociales repose sur de grands piliers.

Démantèlement de l’Etat protecteur prestataire de services publics, démantèlement des entreprises publiques, abolition de l’Etat planificateur des grandes évolutions du pays, et suppression de l’Etat arbitre et contrôleur du secteur privé, financier notamment.

Il s’agit de revenir ni plus ni moins à une situation passée, caractérisée par moins de services publics, moins de protections sociales, moins d’interventions de l’Etat sur l’économie et moins d’encadrement du secteur privé. En résumé, on privatise, on dérèglemente le droit du travail, on rend l’accès aux soins de l’hôpital public de plus en plus cher ( le système de santé Français était classé 1er dans les années 1970, il est aujourd’hui en 15ème position), on rogne sur les retraites, et on bascule toute une partie de la population dans la précarité et la pauvreté, les conditions de travail mettent en danger la santé des salariés et dégrade la qualité de service, la population rurale verse dans l’isolement avec la fermeture des services publics de proximité, la disparition des commerces et des transports.

Belle société que voilà !

Toutes ces politiques se font avec la complicité des grands groupes médiatiques aux mains des grandes fortunes (BFM, LCI, CNEWS…), qui nous martèlent à longueur de journée la propagande libérale et formatent les esprits à la destruction des politiques sociales.

Entendons-nous les revendications des Retraités, des cheminots, des étudiants, des salariés de carrefour ? Non !

Cependant vous êtes abreuvés de reportages sur la prise d’otage des usagers des transports par ces nantis de cheminots, par ces analyses de spécialistes déformants les chiffres et démontrant que les retraités font partie d’une « génération dorée », de politologues affirmant que les étudiants sont des nostalgiques de mai 68 et d’irresponsables gauchistes.

Le matraquage de ce catéchisme libéral est continuel, vous entendez :

* Les fonctionnaires sont trop nombreux et trop paresseux.
* Ils y beaucoup trop de grèves en France, les usagers sont pris en otages.
* C’est à cause des syndicats et des statuts spéciaux que la SNCF va mal.
* Les syndicats défendent des positions archaïques et les privilèges des fonctionnaires.
* Faciliter les licenciements crée des emplois.
* Le code du travail est un obstacle aux embauches.
* Baisser les « charges » (cotisations) sociales des entreprises trop lourdes, est le meilleur moyen de créer des millions d’emplois.
* Notre système de protection sociale est beaucoup trop généreux.
* Baisser les prélèvements des riches crée par ruissèlement de la richesse donc de l’emploi.

**Tout cela est faux, ne les écoutez plus !**

Mes camarades, il est possible de changer le système, il est possible de faire que la répartition de la richesse soit plus équitable, pour cela nous devons nous battre tous ensemble et à tous les niveaux.

 **Le Secrétaire général de l’UDR FO 83**



**Extrait de la résolution générale du congrès confédéral de Lille**

**Réunis à Lille du 23 au 27 avril 2018, les délégués au XXIVème Congrès de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (FO) réaffirment leur attachement indéfectible à la Charte d’Amiens.**

**CONTRE-LA REFORME DES RETRAITES, DETONATEUR DE LA DESTRUCTION DU MODELE SOCIAL COLLECTIF ET SOLIDAIRE**

La question des Retraites est à la fois politique, celle de la redistribution des richesses produites, mais aussi un choix de société, celui de la place accordée à la solidarité, de façon collective, entre les générations. Mais tous les gouvernements ont mis en œuvre des politiques de pillage du salaire différé visant également à allonger la durée de cotisations et à baisser le niveau des retraites. Les contre-réformes passées dégradent non seulement les conditions de départ en retraite mais également les niveaux de pension, sans pour autant, loin s'en faut, résoudre la problématique du financement du système par répartition. Il en résulte une augmentation de la durée d'activité nécessaire à l'obtention d'une retraite complète de près de 15 %, passant ainsi de 37 ans ½ à 43 ans. Qui plus est, le passage de l’âge légal de 60 à 62 et de fait à 63 ans pour les retraites complémentaires ainsi que l’augmentation de la durée de cotisation, conduisent pour beaucoup au droit à une pension complète au-delà de 63 ans voire pas avant 67 ans. Comme Force Ouvrière l’a démontré à chaque contre-réforme par des propositions concrètes et réalistes, il est possible de trouver les financements nécessaires, tout en réintroduisant de la justice sociale en conservant, notamment, le cadre assurantiel et contributif. L’augmentation des cotisations ou la suppression des exonérations constituent des pistes efficaces. Le Congrès condamne la nouvelle offensive du gouvernement d’augmentation au 1PerP Janvier 2018 de la CSG de 1,7 point contre les salariés et agents de la Fonction publique, et contre les retraités. Il revendique pour tous l’arrêt du gel des retraites et des pensions, quel que soit le niveau de retraite, ainsi que l’arrêt de toutes les règles pénalisantes appliquées en matière de revalorisation des retraites et pensions des secteurs privé et public. Au contraire, la revalorisation des retraites en fonction de la hausse des salaires est la seule façon de garantir une réelle solidarité entre les actifs et les retraités. FO entend poursuivre ses actions pour défendre ensemble, public et privé, l’avenir de nos régimes de retraite et pensions. Opposée au projet du gouvernement, FO défendra en toute circonstance son cahier revendicatif qui rejette la tentative de créer un régime unique par points au compte notionnel, antichambre de la capitalisation et de l’individualisation. Conçue dans un but de maîtrise, voire de diminution de la part de la richesse nationale dévolue aux retraites, la réforme proposée par le gouvernement, même si le contraire est annoncé, ouvrira la voie à la capitalisation qui sera devenue « indispensable » pour compléter des niveaux de pension en baisse. Il revendique le maintien de tous les régimes existants et refuse toute volonté de création d'un régime unique, destructeur de droits et de statuts. Le Congrès est on ne peut plus légitime à exiger le retour à une loi de justice sociale, respectant le travail accompli, portant sur les retraites : retraite à 60 ans sur les dix meilleures années pour le privé et maintien sur les six derniers mois pour le public. FO, fidèle à sa pratique contractuelle et à son histoire, entend les porter comme une base de négociation. FO ne confond pas cette volonté de négociations des régimes de retraites existants avec la concertation que le gouvernement va ouvrir sur cette question.



**CSG, blocage des pensions : ça suffit !**

**Manifestez le jeudi 14 juin 2018,**

**Signez la pétition CSG !**

Depuis son installation à la présidence de la République, M. Macron méprise les retraités, les caricature comme des « riches » et des « nantis ». Il a gelé les pensions en 2018 et a augmenté la CSG de 25 %, ce qui diminue de plusieurs centaines d’euros par an le pouvoir d’achat d’un grand nombre de retraités depuis le 1er janvier 2018.

**A l’appel des neuf organisations de retraités, de plus en plus de personnes en retraite expriment leur colère en manifestant** : 80 000 le 28 septembre, puis 200 000 le 15 mars dans plus de 160 villes. Cette colère vient de loin, de l’accumulation d’attaques menées par les gouvernements depuis le printemps 2014 : gel des pensions, création ou augmentation de taxes, suppression de dispositions fiscales spécifiques, etc.

**L’énorme succès des manifestations** a incité le premier ministre à effectuer un tout petit geste, à exonérer d’augmentation de la CSG quelques retraités… en 2019. **Ce premier recul** reste bien trop limité pour calmer les personnes retraitées en colère, c’est un encouragement à une mobilisation encore plus massive pour obtenir la suppression de l’augmentation de la CSG.

**Les propos tenus le 12 et le 15 avril à la télévision par le Président de la République** confirment qu’il ne veut toujours rien comprendre de la colère des retraités. Il nous dit qu’il ne prend pas les retraités « pour un portefeuille », peut-être, mais il les prend bien pour un porte-monnaie … dans lequel il tape pour aller grossir les portefeuilles d’une minorité privilégiée

**Le gouvernement doit annuler la hausse de la CSG pour tous,
Il doit mettre fin au gel des pensions et les revaloriser.**

**Signez, faites signer la pétition pour une loi de finances rectificative.**

Manifestation jeudi 14 juin à TOULON

Rassemblement à 10 h

Place de la Liberté à TOULON

Prise de parole et défilé vers la Préfecture







**CSG : pour les retraités c'est toujours NON !**

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté le 15 mars 2018 à l’appel des 9 organisations nationales de retraités contre la hausse de la CSG et la baisse programmée de leur niveau de vie.

Loin d'être des "nantis", loin de méconnaître la solidarité intergénérationnelle qu'ils pratiquent tous les jours dans leur entourage, les retraités, soucieux de défendre la république sociale appellent à cette journée d’action.

**Que le gouvernement soit prévenu, les retraités ne lâcherons rien !**

**Nous condamnons la nouvelle offensive du gouvernement d’augmenter au 1er Janvier 2018 la CSG des retraités de 1,7 point**. La question des Retraites est celle de la redistribution des richesses produites, mais également celle d’un choix de société, et de la place accordée à la solidarité, de façon active, entre les générations. Tous les gouvernements ont mis en œuvre des politiques de pillage du salaire différé visant à allonger la durée de cotisations et à baisser le niveau des retraites. Les contre-réformes passées ont dégradé non seulement les conditions de départ en retraite mais également les niveaux de pension, sans pour autant, résoudre la problématique du financement du système par répartition.

**Nous revendiquons pour tous l’arrêt du gel des retraites et des pensions**, quel que soit le niveau de retraite, ainsi que l’arrêt de toutes les règles pénalisantes appliquées en matière de revalorisation des retraites et pensions des secteurs privé et public. La revalorisation des retraites en fonction de la hausse des salaires est la seule façon de garantir une réelle solidarité entre les actifs et les retraités. Nous entendons poursuivre les actions pour défendre ensemble, public et privé, l’avenir de nos régimes de retraite et pensions. Plus que jamais nous réitérons notre revendication du retour à l’indexation des retraites et pensions du régime général comme des régimes complémentaires sur l’évolution générale des salaires avec une revalorisation au 1er janvier de chaque année.

**Il est inacceptable que les retraités se soient vu imposer toutes une série de mesures fiscales** qui ont eu pour effet mécanique de lourdes pénalisations financières avec l’augmentation des impôts de toute nature :

* Plafonnement de l’abattement fiscal de 10%,
* Relèvement du seuil du revenu fiscal de référence,
* Baisse du quotient familial, gel du barème de l’impôt sur le revenu,
* Mise en place de la contribution additionnelle de solidarité (CASA) de 0,3%,
* Suppression de la demi part supplémentaire pour parents isolés, veufs ou veuves ayant élevé des enfants,
* Fiscalisation des majorations familiales accordées aux retraités qui ont élevé 3 enfants ou plus.

**Nous demandons le retrait de ces mesures.**

**Nous dénonçons les inégalités dont les femmes font l’objet,** elles sont les premières victimes de mesures injustes et se retrouvent pour beaucoup à vivre sous le seuil de pauvreté.

**Nous dénonçons la paupérisation et la précarisation** qui touchent de plus en plus de retraités. Plus de 10% des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, pour survivre 7% des retraités de 60 à 69 ans soient obligés de travailler dans des petits boulots. Nombre de retraités ne peuvent avoir accès aux soins en raison des dépassements d’honoraires et du désengagement de la sécurité sociale.

**Nous réaffirmons notre attachement au modèle français de protection sociale** **collective** fondé sur l’attribution de droits individuels constitués collectivement. Cette exigence fait barrage à une personnalisation des droits, source d’inégalité et contraire à la solidarité qui doit prévaloir, s'agissant de l'assurance maladie comme de la retraite. En réduisant les moyens publics, en multipliant les suppressions de postes, en détruisant les services publics et en transférant les missions publiques au secteur privé, les gouvernements de ces dernières décennies ne cessent de donner des gages aux marchés financiers.La baisse des dépenses de solidarités a pour but de forcer les bénéficiaires à payer eux-mêmes ces services à de grands groupes financiers (s’ils le peuvent). Nous rentrons dans l’ère du chacun pour soi. Il est loin l’idéal du Conseil National de la Résistance, pour qui la Solidarité était le ciment indispensable à la cohésion du pays.

Le gouvernement baisse les prélèvements obligatoires des plus fortunés (ISF), tandis qu’il augmente ceux des classes moyennes et populaires (CSG).

**Cette opération de destruction massive du modèle social Français est un puissant mouvement « En Marche Arrière ».**

**Les rétrogrades, ce n’est pas nous, ce sont eux !**

**Nous rejetons la tentative de créer un régime unique par points** ou compte notionnel, antichambre de la capitalisation et de l’individualisation. Conçue dans un but de maîtrise, voire de diminution de la part de la richesse nationale dévolue aux retraites, la réforme proposée par le gouvernement, même si le contraire est annoncé, ouvrira la voie à la capitalisation qui sera alors devenue indispensable pour compléter des niveaux de pension en baisse mais uniquement pour ceux qui le pourront. Nous revendiquons le maintien de tous les régimes existants et refusons toute volonté de création d'un régime unique, destructeur de droits et de statuts et exigeons le retour à une loi de justice sociale, Nous réclamons le retour de la retraite à 60 ans sur les dix meilleures années pour le privé et le maintien sur les six derniers mois pour le public ainsi que le retour aux 37 annuités et demi.

**Nous réaffirmons notre opposition au « prélèvement à la source »,** qui organise la privatisation de la collecte de l’impôt et fait porter de nombreux risques sur les recettes publiques. Prélude à la fusion de l’Impôt sur les Revenus et de la CSG, le prélèvement à la source porte en germe l’individualisation et la fiscalisation de la protection sociale collective. Nous dénonçons également le fait que le lien citoyen soit largement entamé par les exemptions et la faiblesse de la base fiscale, ce qui met à mal le consentement à l’impôt.

**La mobilisation de tous les retraités du public et du privé avec le soutien des actifs d’aujourd’hui, retraités de demain, ne s’arrêtera que lorsque nous aurons obtenu la satisfaction de nos revendications légitimes.**

**Le gouvernement doit annuler la hausse de la CSG pour tous, mettre fin au gel des pensions et les revaloriser.**

**Motion déposée en préfecture**

**Le 14 juin 2018**